



Le 31 octobre 2018

**JO n° 252 du 31 octobre 2018 :**

---

---

**Ministère de la Culture :**

Arrêté du 16 octobre 2018 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Amazonie. Le chamane et la pensée de la forêt*, au château des ducs de Bretagne, Nantes)

Arrêté du 16 octobre 2018 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Collection Courtauld - Un regard sur l'impressionisme*, à la Fondation Louis Vuitton, Paris)

Arrêté du 19 octobre 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2018 autorisant, au titre de l'année 2018, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps de technicien d'art de classe normale du ministère de la Culture

Arrêté du 23 octobre 2018 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Trésors alpins de l'âge du bronze*, au musée départemental de Préhistoire des gorges du Verdon, Quinson)

Arrêté du 23 octobre 2018 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Norman Rockwell, Roosevelt et les quatre libertés*, au Mémorial de Caen)

Arrêté du 29 octobre 2018 autorisant, au titre de l'année 2018, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour l'accès au corps de technicien d'art de classe normale du ministère de la Culture

**Autres autorités :**

Décret n° 2018-935 du 30 octobre 2018 relatif au versement des cotisations et contributions pour les pensions et allocations temporaires d'invalidité et aux obligations déclaratives pour les comptes individuels de retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires

Décret n° 2018-936 du 30 octobre 2018 relatif à la tenue à jour des comptes individuels de retraite des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires, ainsi qu'au versement des contributions et cotisations et aux déclarations dues par La Poste pour la couverture des charges de pensions des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires

Arrêté du 16 octobre 2018 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines ; pour la recherche et l'enseignement supérieur : Recherche culturelle et culture scientifique)

Arrêté du 24 octobre 2018 portant création du comité pour l'histoire préfectorale

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

Ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

Arrêté du 24 octobre 2018 portant nomination au comité pour l'histoire préfectorale

**Nominations préfectorales :**

Décret du 30 octobre 2018 portant nomination de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine (hors classe) (M<sup>me</sup> Michèle Kirry)

Décret du 30 octobre 2018 portant nomination de la préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises (M<sup>me</sup> Évelyne Decorps)

Décret du 30 octobre 2018 portant cessation de fonctions d'une préfète (M<sup>me</sup> Nicole Klein, Pays de la Loire)

**JOUE du 31 octobre 2018 (L272, L273 - C395, C396, C397) : RAS**

---

---

## **Communiqués de presse de l'Union européenne : RAS**

---

---

### **Autres infos :**

---

---

#### **Discours/Communiqués :**

Fonction publique - Olivier Dussopt a réuni les organisations syndicales et employeurs publics pour le second point d'étape sur la refondation du contrat social avec les agents publics

Premier ministre - Réforme de l'État : pour être « plus accessible et plus efficace »

#### **Conseil des ministres :**

Conseil des ministres du 30 octobre 2018, dont :

Ordonnance : Réalisation des projets de construction et d'innovation

Nominations : Mesures d'ordre individuel (préfets de région)

#### **Périodiques en ligne :**

CGET - Veille & Territoires - En quelques clics n° 234 : Bulletin du 31 octobre 2018

Cour de cassation - Bulletin d'information n° 890 du 1<sup>er</sup> novembre 2018

Délégation des Barreaux de France - L'Europe en bref n° 853 du 17 au 29 octobre 2018 : La lettre hebdomadaire d'informations juridiques, dont :

Propriété intellectuelle : Droit d'auteur/Partage de fichiers/Connexion accessible à des membres de la famille/Arrêt de la Cour : Une législation en vertu de laquelle le détenteur d'une connexion à Internet, par laquelle des atteintes au droit d'auteur ont été commises au moyen d'un partage de fichiers, ne peut voir sa responsabilité engagée dès lors qu'il désigne un membre de sa famille qui avait la possibilité d'accéder à cette connexion est contraire au droit de l'Union européenne